



Ordonnance de télécom CRTC 2021-328

Version PDF

Ottawa, le 1 octobre 2021

Dossier public : 1011-NOC2019-0372

Fonds pour la large bande – Acceptation de l'énoncé des travaux pour le projet de transport par fibre de l'Administration régionale Kativik au Québec (Kuuujuaq)

Contexte

1. Dans la décision *Fonds pour la large bande – Approbation du financement du projet de transport par fibre de l'Administration régionale Kativik au Québec (Kuuujuaq)*, Décision de télécom CRTC 2021-104, le 19 mars 2021 (décision de télécom 2021-104), le Conseil a accordé du financement pouvant aller jusqu'à 17 130 457 \$ à l'administration régionale Kativik (ARK) pour le projet proposé dans sa demande déposée en réponse au deuxième appel de demandes de financement provenant du Fonds pour la large bande. Le 22 mars 2021, le Conseil a reçu l'acceptation écrite de l'attribution du financement de la part de l'ARK.
2. Le 19 juin 2021, le Conseil a reçu l'énoncé des travaux proposé de l'ARK, y compris la trousse d'information au sujet du projet de transport par fibre au Québec (Kuuujuaq) [projet].

Résultats de l'analyse du Conseil

3. Conformément à la décision de télécom 2021-104, l'ARK a déposé un énoncé des travaux complété, ainsi que les documents associés. Étant donné sa situation unique, y compris les exigences de l'appel d'offres public, l'ARK n'a pas pu inclure tous les détails requis. Le Conseil reconnaît cette situation et, ayant examiné les documents déposés, approuve l'énoncé des travaux complété, sous réserve de la condition suivante :

Dans les 90 jours suivant son choix du fournisseur d'équipement de réseau dans le cadre de l'appel d'offres public, l'ARK doit déposer des versions mises à jour de son cahier de solutions du projet, du diagramme de réseau logique et du cahier de budget du projet, lesquels doivent détailler l'équipement précis choisi par le biais du processus d'appel d'offres public. L'équipement doit relever des catégories génériques fournies et ne pas dépasser le montant en dollars inclus dans l'énoncé des travaux.

4. De plus, le Conseil rappelle à l'ARK l'exigence, énoncée dans la décision de télécom 2021-104, d'assurer le respect des exigences du gouvernement du Canada en matière

de sécurité nationale pour faire face à tout risque potentiel lié à l'intégrité globale de la sécurité du réseau.

5. Le Conseil présentera l'énoncé des travaux à l'ARK séparément et à titre confidentiel.
6. Le Conseil ordonnera au gestionnaire du fonds central de remettre les fonds reliés au projet à l'ARK, à condition que celle-ci respecte toutes les conditions de financement énoncées dans la décision de télécom 2021-104, construisse le projet comme décrit dans l'Annexe A : Énoncé des travaux et respecte toutes les exigences procédurales de soumission de rapports, de factures et de demandes de financement. Le non-respect de ces conditions et exigences pourrait entraîner un retard dans le versement du financement ou le non-versement du financement.
7. L'ARK doit soumettre un rapport d'étape et un formulaire de réclamation de dépenses trimestriels à partir du **30 décembre 2021** au plus tard, ou comme autrement convenu avec le Conseil, et à tous les **trois mois** par la suite jusqu'à l'achèvement du projet.
8. De plus, conformément aux conclusions tirées par le Conseil dans la décision de télécom 2021-104, l'ARK doit offrir et fournir des services de large bande au moyen d'installations financées par le Fonds pour la large bande, qui s'appliqueraient après la construction de l'infrastructure, conformément à l'engagement pris dans sa demande et approuvé dans l'Annexe B : Services du projet.

Instructions

9. Les Instructions de 2006¹ et de 2019² (collectivement les Instructions) précisent que le Conseil, dans l'exercice de ses pouvoirs et de ses fonctions en vertu de la *Loi sur les télécommunications (Loi)*, doit mettre en œuvre les objectifs de la politique de télécommunication énoncés à l'article 7 de la *Loi*, conformément aux considérations énoncées dans les Instructions³ et devrait préciser comment ses décisions peuvent, le cas échéant, promouvoir la concurrence, l'abordabilité, les intérêts des consommateurs et l'innovation.
10. Le Conseil estime que sa conclusion d'approuver le financement du Fonds pour la large bande pour le projet décrit dans la présente ordonnance est conforme aux Instructions. Plus précisément, la décision d'allouer des fonds pour l'amélioration des services à large bande au nord du Québec contribuera à combler les lacunes en

¹ Décret donnant au CRTC des instructions relativement à la mise en œuvre de la politique canadienne de télécommunication, DORS/2006-355, 14 décembre 2006

² Décret donnant au CRTC des instructions relativement à la mise en œuvre de la politique canadienne de télécommunication pour promouvoir la concurrence, l'abordabilité, les intérêts des consommateurs et l'innovation, DORS/2019-227, 17 juin 2019

³ Les considérations pertinentes sont le sous-alinéa 1a)(i) des Instructions de 2006, lequel précise que le Conseil devrait se fier, dans la plus grande mesure du possible, au libre jeu du marché comme moyen d'atteindre les objectifs de la politique, et l'alinéa 1a) des Instructions de 2019, lequel précise que le Conseil devrait examiner comment ses décisions peuvent promouvoir la concurrence, l'abordabilité, les intérêts des consommateurs et l'innovation.

matière de connectivité dans des zones mal desservies et répondra aux besoins sociaux et économiques des consommateurs. Ce faisant, la présente ordonnance mettra en œuvre les objectifs de la politique de télécommunication, notamment ceux établis aux alinéas 7a), 7b) et 7h) de la *Loi*⁴.

Secrétaire général

⁴ Les objectifs de la politique cités de la *Loi* sont : 7a) favoriser le développement ordonné des télécommunications partout au Canada en un système qui contribue à sauvegarder, enrichir et renforcer la structure sociale et économique du Canada et de ses régions; 7b) permettre l'accès aux Canadiens dans toutes les régions – rurales ou urbaines – du Canada à des services de télécommunication sûrs, abordables et de qualité; et 7h) satisfaire les exigences économiques et sociales des utilisateurs des services de télécommunication.